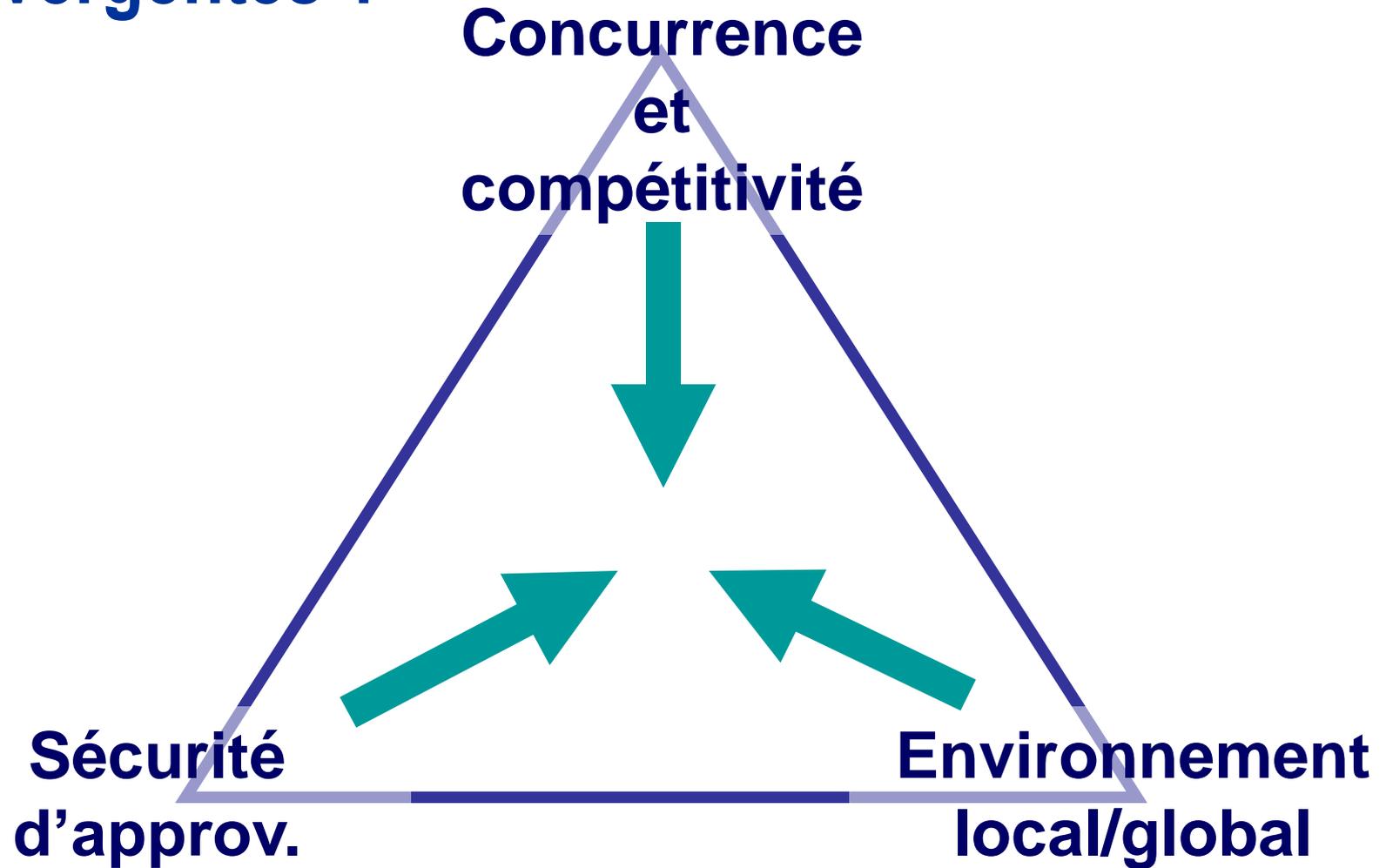


Le prix du carbone en Europe, une option doublement stratégique pour la transition énergétique et le financement des dépenses publiques

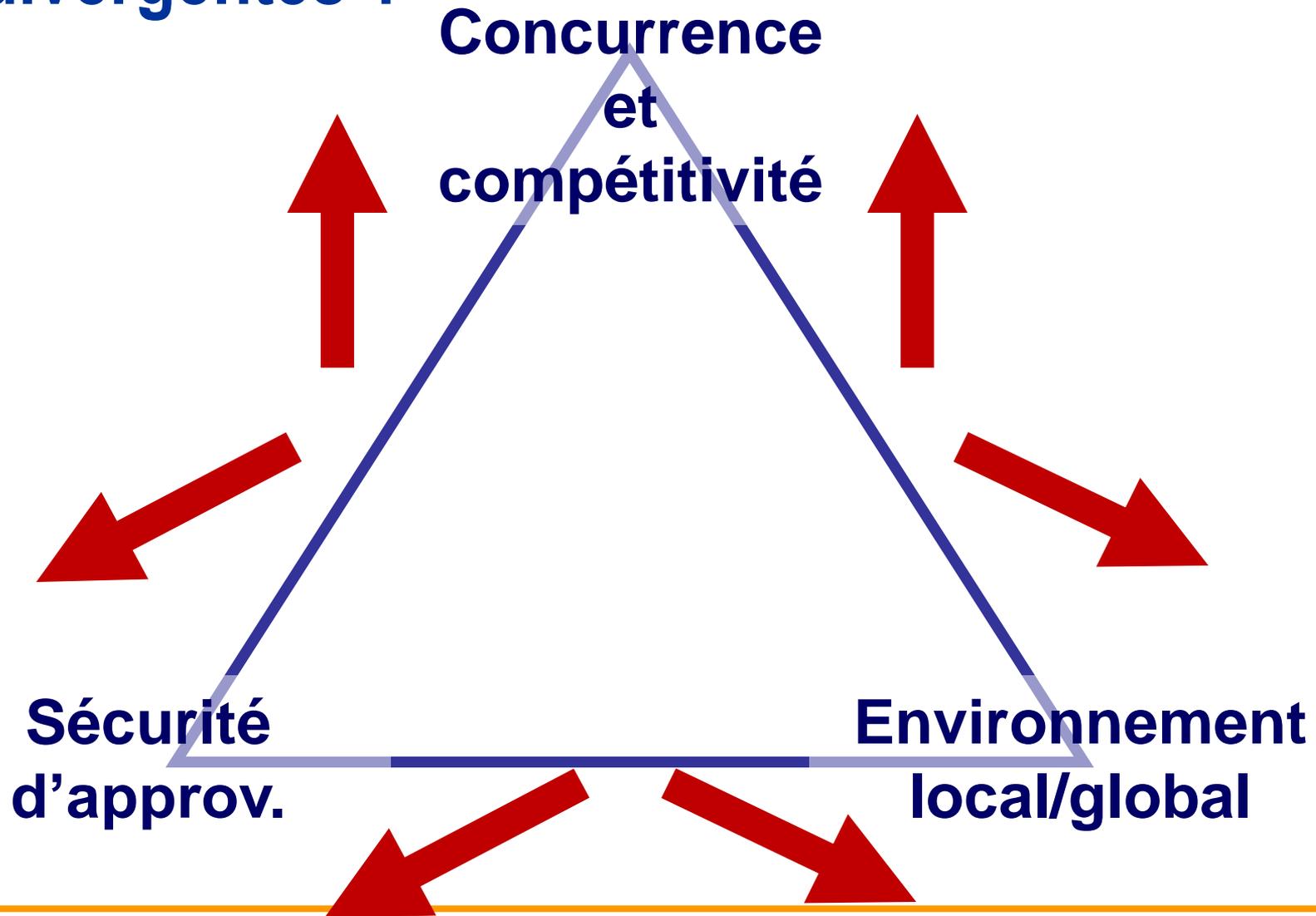
P. Criqui, CNRS-Université de Grenoble

Lyon JECO 2012

L'Europe de l'énergie: des politiques convergentes ?



L'Europe de l'énergie: des politiques ou divergentes ?



L'Europe de l'énergie: une très brève histoire

Sécur.

CECA 1951

EURATOM 1957

Conc.

**Directives énergie
1996-98**

Env.

**2^{ème} et 3^{ème} paquets
2003-2009**

**Dir. Quotas CO2 2003
Paquet Climat Energie
2009 et 3 x 20**

**Env.
Projet de taxe carbone**

Sécur.

Sécur.

Conc.

Trois piliers des politiques énergie-climat

1. Objectifs 3 x 20 pour 2020:

- 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre / 1990
- 20% d'énergies renouvelables dans l'approvisionnement
- 20% d'efficacité énergétique (par rapport à une projection de 2 000 Mtep en 2020)

2. Le marché des quotas CO₂ pour les grandes industries et l'électricité (50% du CO₂, 40% des GES de l'UE):

- Permis gratuits: phase I 2005-2007 et phase II 2008-2012
- Permis aux enchères (60%+): phase III, -21% en 2020 / 2005

3. Le projet de taxe carbone européenne (20 €/tCO₂ en 2013, 30 en 2020, mais => unanimité):

4 Mds tCO₂/an x 50% x 20 €/tCO₂ = 40 Mds €/an

Enjeux financiers de la régulation économique des émissions

UE = 4 GtCO₂ / an
(12% / Monde 33 Gt)

0.5% PIB UE
= 12 T€

2 GtCO₂ hors ETS
Bat.-Transp.-Ind. Légère
(F = 270 Mt)

2 x 20 €/t = 40 G€

- 1/ Compens. ménages (F: 130€ / 8 Mds)
- 2/ Réduction charges sociales
- 3/ Inv. transition énergétique (PEER 2009-10: 4 Mds)

2 GtCO₂ ETS
Electricité-Ind. Lourde
(F = 130 Mt)

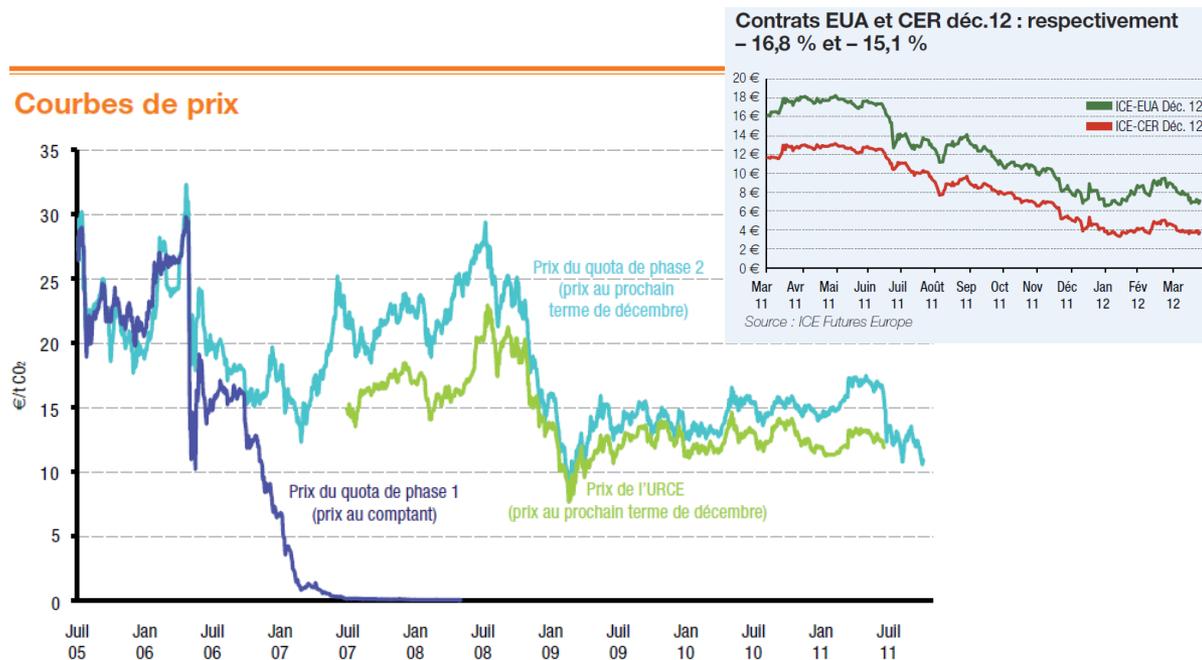
2 x 70% x 15 €/t = 21 G€

Gratuits dans Phases I et II

+ de 60% enchères nat. Phase III

Le prix des quotas CO2 depuis 2005

- ◆ Le faible niveau des quotas CO2 du fait de la crise conduit à poser la question de la révision à la baisse des quotas ou de l'introduction d'un prix-plancher



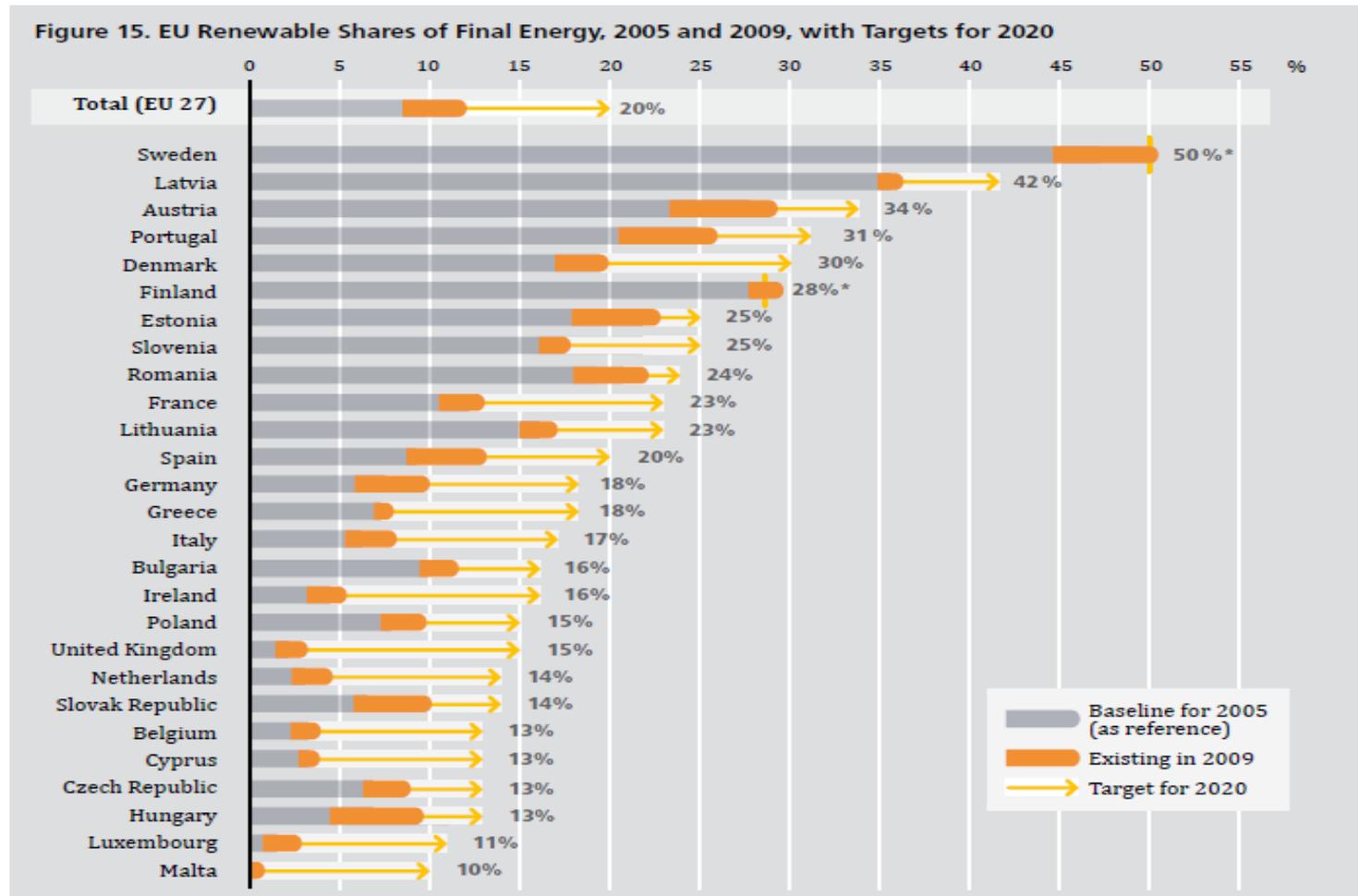
La difficile question de la taxe carbone aux frontières

- ◆ A diverses reprises, la taxe carbone intérieure a été confondue avec la taxe carbone aux frontières...
- ◆ A priori une bonne idée pour éviter une concurrence déloyale de pays à faibles exigences environnementales, mais:
 1. Elle ne dispense pas du nécessaire signal à introduire pour les acteurs économiques en Europe
 2. Sa mise en œuvre peut se heurter d'abord à des difficultés techniques (mesure du CO₂ incorporé)
 3. ... et politiques: comment faire passer à l'OMC ?

Des bâtons et des carottes...

- ◆ La politique de développement des énergies renouvelables s'appuie sur les effets d'apprentissage (baisse des coûts avec le développement des capacités)
- ◆ Elle subventionne les nouvelles capacités par des tarifs de rachat préférentiels afin d'assurer la baisse des coûts
- ◆ En France, comme dans d'autres pays européens, cette politique s'avère efficace... mais très coûteuse

REN21 - Renewable Global Status Report 2011



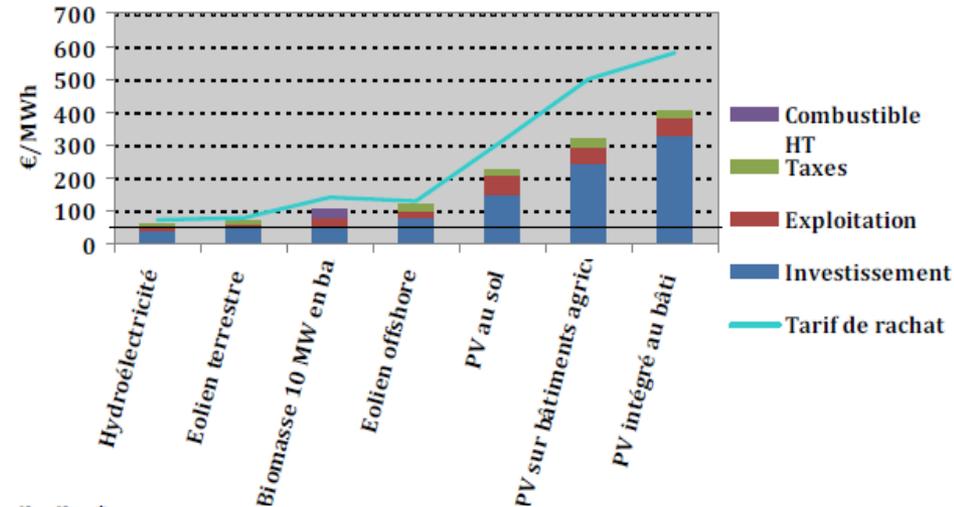
Le débat sur les tarifs de rachat en France

◆ En 2010, la commission Charpin souligne:

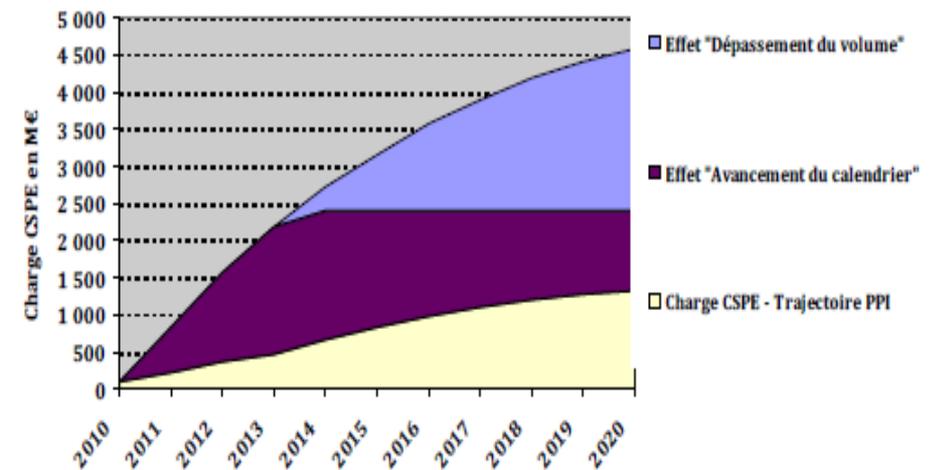
1. L'écart entre les tarifs et les coûts
2. Les montants financiers en cause
3. La charge pour le budget des consommateurs à travers la CSPE
4. L'impact sur les importations de panneaux (de Chine)

◆ L'absence de stratégie industrielle se traduit par une politique par à-coups

Écart entre le tarif de rachat et le coût de production pour différentes sources renouvelables d'électricité



Évolution des charges pour la CSPE entre 2010 et 2020 pour la trajectoire « 17GW en 2020 » (près 2020).



Source : Mission.

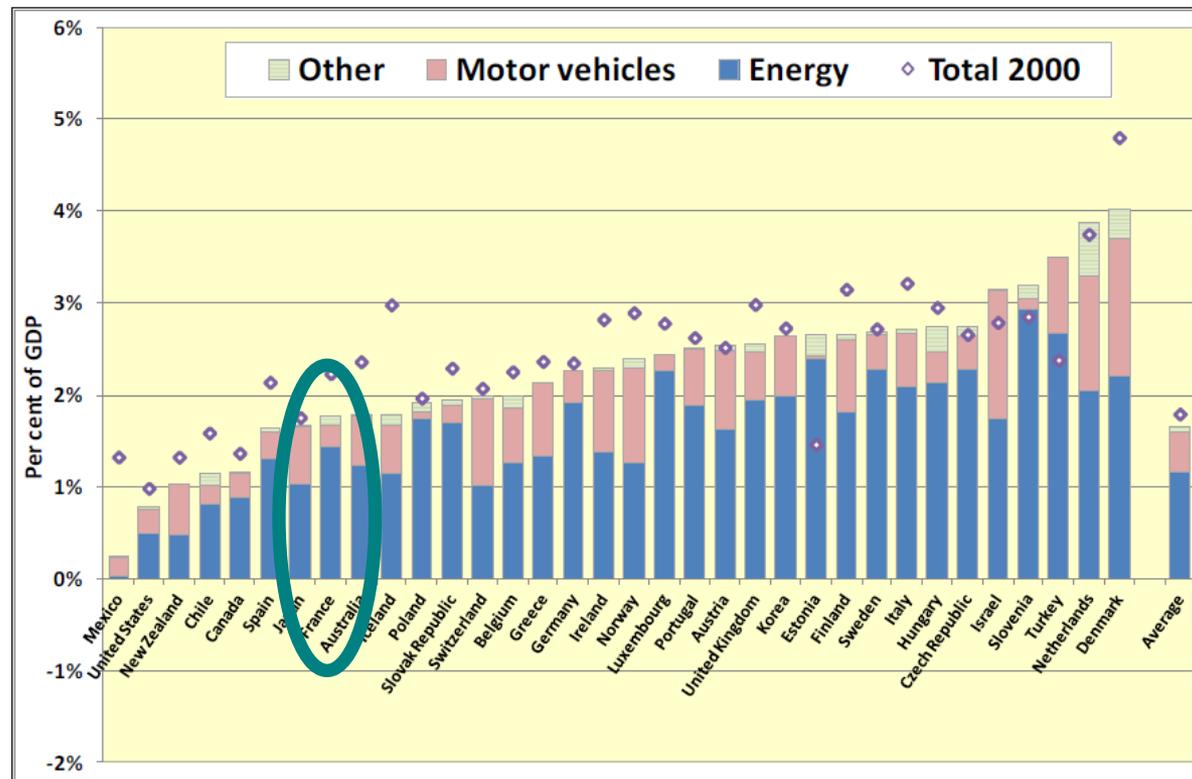
Trop de carottes et pas assez de bâtons ?

- ◆ Dans un contexte de crise économique profonde, les instruments pour l'environnement ne jouent pas aujourd'hui leur rôle:
 1. Il n'y a pas, sauf exceptions nationales (Suède), de taxe carbone
 2. Le marché ETS est fragilisé et ne donne pas le bon signal
 3. Les politiques de tarifs de rachat marchent trop bien pour être durables
- ◆ Est-ce donc une idée à abandonner ?

La fiscalité environnementale aujourd'hui

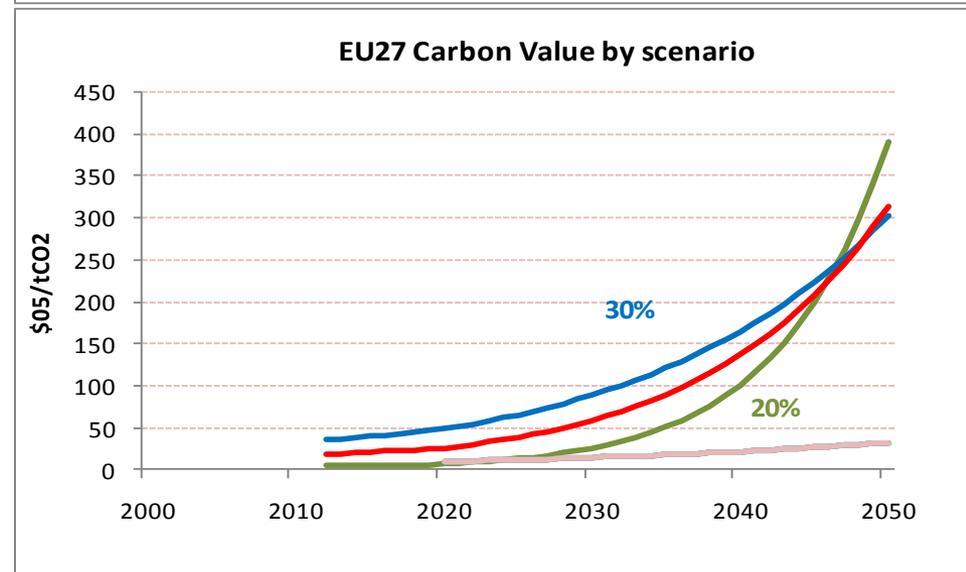
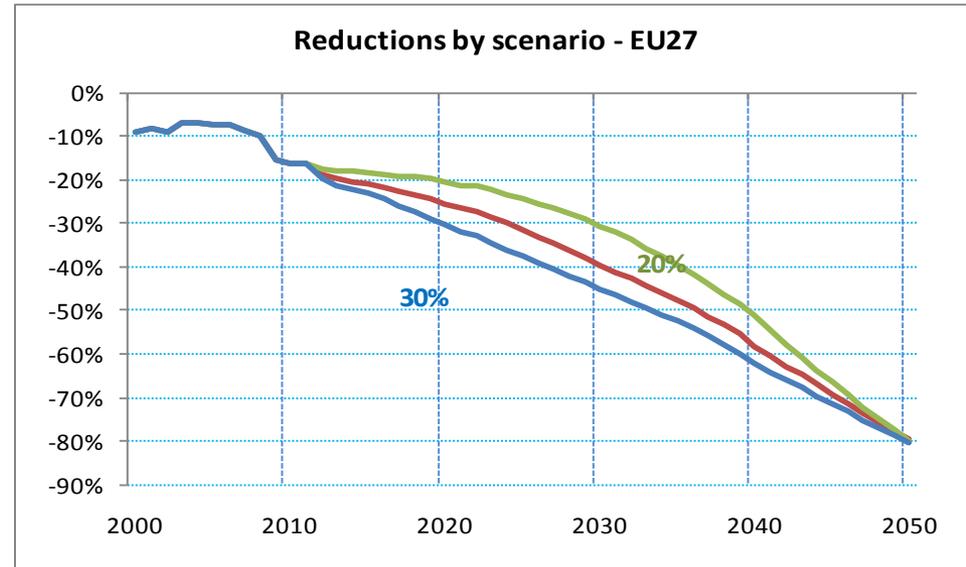
- ◆ En France la fiscalité environnementale ne représente que moins de 2% du PIB, avec 1% (18 G€) pour la seule TIPP

Revenues from environmentally related taxes in per cent of GDP, by tax-base. 2000 and 2009



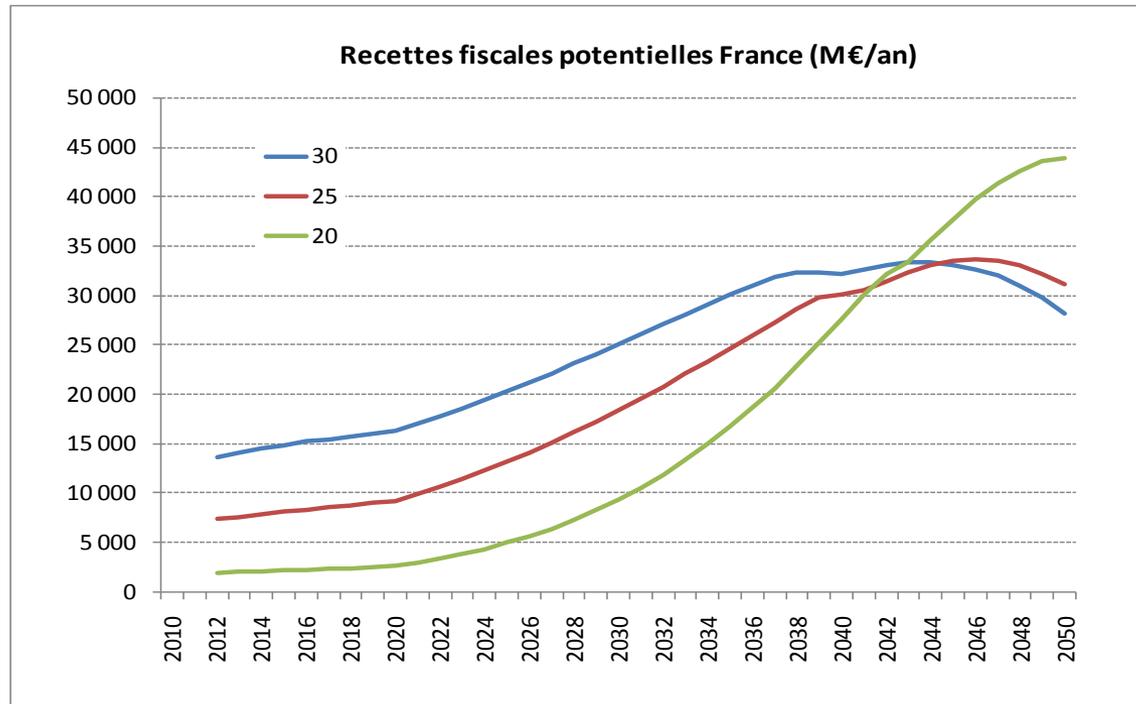
Prix du carbone et trajectoires d'émission

- ◆ La poursuite d'objectifs ambitieux de réduction des émissions suppose un prix du carbone élevé (source: modèle POLES pour la Commission De Perthuis)



Recettes fiscales potentielles: France

- ◆ Les flux potentiels de recettes fiscales augmentent jusqu'à ce que le taux de décroissance annuel des émissions devienne éventuellement supérieur au taux de croissance de la VC
- ◆ Partant de 2 à 13 G€/an en 2012, ils sont supérieurs à 30 G€/an après 2040 (10% des recettes fiscales, une fois et demie la TIPP d'auj.)



Le court et le long terme

- ◆ Une fiscalité carbone effective offre une partie de la solution pour l'équilibre à long terme des comptes publics
- ◆ Elle peut aider en particulier à financer des investissements d'avenir pour la transition énergétique (développement des renouvelables, réhabilitation thermique des bâtiments existants)
- ◆ Mais ses impacts, d'une part sur la précarité énergétique et d'autre part sur la compétitivité des entreprises doivent être gérés par un recyclage intelligent

L'alternative: retour aux politiques énergétiques nationales ou intégration plus poussée

- ◆ Le retour aux politiques nationales est toujours possible, mais cela risque d'être la voie de l'affaiblissement
- ◆ Inversement, la mise en œuvre d'une fiscalité environnementale intégrée (taxes, quotas, recyclage) peut permettre:
 1. de donner le bon signal aux ménages tout en luttant contre la précarité énergétique (recyclage ciblé)
 2. d'inciter les entreprises sans affecter leur compétitivité (réduction des charges sociales)
 3. de financer des plans d'investissement pour la transition énergétique (renouvelables, supergrids européens...)
 4. d'assurer la dynamique des industries européennes sur les NTE

Contraintes et synergies

- ◆ La fiscalité carbone n'autorisera pas « la multiplication des pains »:

compensation+réduction des charges+inv. d'avenir \leq recettes

- ◆ Mais, si les contraintes politiques et financières du court terme peuvent être surmontées, c'est une stratégie à fort impact et porteuse de synergies
- ◆ ...dans la perspective d'une économie européenne « *respectueuse de l'environnement et socialement incluante* » (I. Sachs)